

## AFGHANISTAN

# De nombreux civils victimes d'une frappe meurtrière de l'Otan

**Jusqu'à 90 personnes ont été tuées hier dans le nord de l'Afghanistan dans le bombardement de citernes de carburant par les forces internationales, le nombre encore incertain de civils parmi les victimes poussant l'ONU, l'Otan et Kaboul à promettre des enquêtes.**

L'armée allemande, qui dirige les opérations militaires de l'Otan dans cette province de Kunduz, avait d'abord assuré que le bombardement, qui visait deux camions-citernes volés par les talibans, n'avait tué que des insurgés et aucun civil. Puis un de ses porte-parole à Berlin a tempéré en précisant que la Bundeswehr n'en n'était pas sûre à «100%».

A la mi-journée, Mahbubullah Sayedi, le porte-parole du gouvernement de la province de Kunduz, où a eu lieu le bombardement, a assuré qu'«environ 90 personnes» avaient été tuées, «des talibans pour la plupart».

Le porte-parole du gouvernement fédéral, Zemaraï Bashary, a, lui, évoqué la mort de «50 à 55 talibans armés» ainsi que de «quelques civils», ajoutant que Kaboul envoyait une équipe pour enquêter.

Peu après le bombardement, un responsable de la police locale, mais aussi le porte-parole du ministère afghan de la Santé, avaient laissé entendre que le nombre des civils «tués ou blessés» était important, les talibans ayant invité des villa-

geois à venir se servir de carburant quand l'un des camions, dont ils s'étaient emparés la veille s'est embourbé dans le lit d'une rivière.

Entre 200 et 250 villageois s'étaient massés autour de la citerne au moment de la frappe, assurait à Kaboul le porte-parole du ministère de la Santé, Farid Rahil. «Hélas, un grand nombre de civils ont été tués et blessés», ajoutait-il.

Ces déclarations contradictoires illustrent le malaise provoqué par cette frappe aérienne en plein processus de dépouillement de l'élection présidentielle du 20 août.

Le sortant Hamid Karzaï, qui bénéficie du soutien de la communauté internationale depuis qu'elle l'a installé au pouvoir fin 2001, est le grand favori mais il est accusé de fraudes massives par ses adversaires.

Or M. Karzaï avait vitupéré ces derniers mois contre les forces internationales, essentiellement américaines, après une série de bombardements sans discrimination qui avaient fait de nombreuses victimes civiles. La Force internationale d'assis-

tance à la sécurité (Isaf) de l'Otan a été la première à annoncer une enquête hier. Puis l'ONU, par la voix du numéro 2 de sa représentation en Afghanistan, Peter Galbraith, l'a réclamée avec insistance et a dépêché une équipe sur place.

«Tout doit être entrepris pour examiner ce qui s'est passé et pour savoir pourquoi on a recours à une frappe aérienne dans des circonstances dans lesquelles il est difficile de déterminer avec certitude s'il n'y a pas de civils sur les lieux», a-t-il dit dans un communiqué.

Puis, depuis Bruxelles, le secrétaire général de l'Otan, Anders Fogh Rasmussen, a promis une enquête «immédiate et complète».

Et enfin, Londres, dont les soldats sont le 2<sup>e</sup> contingent des forces internationales en Afghanistan, loin



Photo : DF

Une énième frappe.

derrière les Etats-Unis, a réclamé des investigations «urgentes» pour ne pas saper la confiance de la population dans la présence internationale. Ce bombarde-

ment survient au moment où les Etats-Unis confirment le changement de stratégie annoncé par le président Barack Obama dès son élection, avec pour objectif de

## Un soldat français tué et 9 autres blessés

**Un soldat français a été tué et neuf autres ont été blessés hier matin en Afghanistan, lors d'une attaque à l'engin explosif contre une patrouille, dans la région de Showkhi (est), a annoncé la présidence française dans un communiqué.**

«Le président de la République a appris avec une grande émotion l'attaque meurtrière par engin explosif, ce (vendredi) matin, contre des militaires français qui patrouillaient en véhicule dans la région de Showkhi», a déclaré la présidence. Un caporal «a payé de sa vie l'engagement de la France au service de la paix et de la sécurité du peuple afghan, tandis que 9 autres sol-

dat ont été blessés, dont plusieurs très grièvement», a précisé la présidence. Selon l'état-major des armées, l'attentat s'est produit vers 7h00 locales, à mi-chemin entre la base française de Nijrab, à une cinquantaine de kilomètres au nord-est de Kaboul, et la grande base américaine de Bagram, à une soixantaine de kilomètres au nord de la capitale afghane. «Une section d'infanterie ainsi que des éléments du génie, soit une cinquantaine d'hommes, étaient allés reconnaître une route pour assurer la sécurité d'un convoi logistique lorsque l'explosion s'est produite», a précisé l'amiral Christophe Prazuck, porte-parole de l'état-major. «L'explosion d'un IED (Improvised Explosive Device, bombe artisanale) a

atteint l'un des sept véhicules de l'avant blindé (transport de troupes, ndlr) du convoi», a-t-il expliqué, indiquant que «les neuf blessés, dont quatre sont dans un état grave, ont été transportés par hélicoptères vers Bagram et Kaboul». «Le chef de l'Etat a réaffirmé son soutien au peuple afghan et aux autorités afghanes. Il a condamné avec force cette violence aveugle et a exprimé la détermination de la France à continuer d'œuvrer au rétablissement de la paix et au développement en Afghanistan», a encore déclaré la présidence française.

Ce nouveau décès porte à 30 le nombre de soldats français qui ont trouvé la mort en Afghanistan depuis leur déploiement en 2001.

## RUSSIE

## L'Arctic Sea convoyait des missiles sol-air pour l'Iran, affirme un journal autrichien

Le cargo *Arctic Sea*, détourné fin juillet dans les eaux suédoises, convoyait, outre sa cargaison officielle de bois, des missiles sol-air S-300 pour l'Iran expédiés par un groupe mafieux russe, a affirmé hier le quotidien *Salzburger Nachrichten*. Citant des «sources israéliennes bien informées et ayant de bons contacts avec les services secrets occidentaux», le correspondant du journal à Jérusalem affirme que les missiles ont été chargés sur le bateau alors qu'il était immobilisé pour réparation dans le port de Kaliningrad au début de l'été. L'Iran aurait pris contact, selon le journaliste, avec un groupe mafieux formé de militaires russes, acceptant des contrats douteux pour arrondir leurs fins de mois. Il se serait agi d'organiser la livraison de ces armes qui actuellement sont parmi les plus modernes sur le marché de l'armement. Ce contrat avec Téhéran aurait été ensuite révélé aux services secrets russes FSB par «un service occidental». Moscou aurait alors décidé d'intercepter le cargo. «Cela explique pourquoi la Russie a mis tant de temps, après qu'il eut été — détourné par des pirates —, à intercepter ce cargo au large du Cap-Vert alors que la position de l'embarcation était constamment connue, selon l'Otan», écrit encore le correspondant du *Salzburger Nachrichten*. Il ajoute que cette version des faits expliquerait aussi pourquoi les services secrets occidentaux ne sont pas intervenus, pourquoi des «pirates» auraient pris tant de risques pour une simple cargaison de bois d'une valeur indiquée d'à peine 1,5 million d'euros et pourquoi la Russie a dépêché de grands avions cargos uniquement pour évacuer 14 membres d'équipage et 8 pirates. Enfin, le journal indique encore que cette version de l'affaire *Arctic Sea* expliquerait aussi pourquoi le président israélien Shimon Peres a effectué le 19 août une visite éclair en Russie durant laquelle il a, selon le ministère israélien des Affaires étrangères, «apporté des preuves concrètes que l'Iran et la Syrie fournissent des armes au Hamas et au Hezbollah».

## MADAGASCAR

## L'armée refuse le pouvoir par intérim et impasse des négociations

**L'armée a refusé hier d'assurer le pouvoir par intérim à Madagascar, comme le demandaient trois des quatre forces politiques du pays face à la persistance de la crise, au terme du délai fixé par la médiation internationale pour désigner les dirigeants de la transition.**

«Les forces armées refusent la mise en place d'un directoire militaire», ont déclaré les principaux chefs militaires malgaches dans un communiqué rendu public à Antananarivo.

L'armée «ne s'implique pas dans la politique partisane» : selon ses chefs, les militaires «maintiennent une position neutre et restent les défenseurs de l'intérêt supérieur de la nation».

Les généraux malgaches ont ainsi opposé une fin de non-recevoir à l'appel lancé jeudi par les mouvances des ex-présidents Albert Zafy et Didier Ratsiraka et du président évincé Marc Ravalomanana, face à l'impasse politique sur le nom des dirigeants de la future transition, et alors que les négociations avec l'actuel homme fort du pays Andry Rajoelina semblent totale-

ment bloquées. Selon un accord politique signé à Maputo le 9 août, ces quatre chefs de file des principales formations politiques de la Grande Ile doivent mettre en place une période de transition de quinze mois maximum, qui vise à en finir avec la crise qui affecte Madagascar depuis le mois de janvier. Cet accord prévoyait la formation d'un nouveau gouvernement de transition dans les trente jours et l'organisation d'élections d'ici fin 2010. M. Rajoelina et ses trois rivaux ont échoué depuis lors à s'entendre sur les noms du président de la transition, de son Premier ministre et du vice-président. Un nouveau sommet à Maputo s'est achevé le 28 août sans résultat, et la médiation internationale avait donné aux quatre hommes jusqu'au 4 sep-

tembre pour trouver une solution. M. Rajoelina, 35 ans, exige de rester à la tête du pays et de conserver son Premier ministre, Monja Roindefo, qu'il avait nommé en février. Son rival Ravalomanana, qui avait été contraint de céder le pouvoir le 17 mars et vit depuis en exil en Afrique du Sud, refuse de lui donner la présidence. Après plusieurs rendez-vous manqués à Antananarivo avec les partisans de M. Rajoelina, les représentants des trois autres courants avaient finalement souhaité jeudi que les militaires malgaches prennent la tête de la transition. L'armée avait retiré son soutien au président sortant Marc Ravalomanana, confronté à des manifestations de rue quotidiennes, le contraignant à remettre le 17 mars dernier ses pouvoirs à un directoire militaire qui les avait immédiatement transférés à Andry Rajoelina, alors son principal opposant.

L'impasse politique demeure en dépit du redou-

blement des pressions internationales en vue d'une solution négociée. Jeudi, le secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon a exhorté les quatre parties à «parvenir à un consensus», estimant qu'il n'existe aucune «alternative à un accord politique et à une transition consensuelle». Les Etats-Unis, par le biais de leur représentation à Antananarivo, ont également appelé hier les signataires de Maputo à «la mise en place rapide d'un gouvernement consensuel». Quant au principal intéressé, M. Rajoelina, il multiplie depuis quelques jours les «consultations» avec ses alliés politiques, et devait faire hier une «importante déclaration» selon son entourage.

Les 7 et 8 septembre, la crise malgache sera au centre d'un sommet à Kinshasa des chefs d'Etat de la Communauté de développement d'Afrique australe (SADC), qui doivent faire le bilan des dernières négociations.